

## REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

### FOURNITURE DE CHARBON DE BOIS POUR LA CUISSON AU BARBECUE

DCE N° 2025/0897/EDA-DA

Date limite de réception des échantillons :	<b>25 septembre 2025 à 12 h 00</b>
Date limite de réception des offres :	<b>25 septembre 2025 à 12 h 00</b>
Date limite de réception des questions :	<b>17 septembre 2025 à 17 h 00</b>

### ANNEXES

*Annexe 1 – Modalités de remise des offres sur la PLACE*

*Annexe 2 – Fiche d'identité fournisseur*

*Annexe 3 – Formulaire de pouvoir*

# SOMMAIRE

<b>Sommaire.....</b>	<b>2</b>
<b>1. POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>3</b>
<b>2. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
2.1    Objet de la consultation.....	3
2.2    Nomenclature .....	3
<b>3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
3.1    Mode de passation .....	3
3.2    Allotissement - Variantes – Options .....	4
3.3    Conditions de participation .....	4
<b>4. CARACTERISTIQUES DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>4</b>
4.1    Nature et forme des accords-cadres à bons de commande .....	4
4.2    Durée – Prise d'effet.....	4
4.3    Sous-traitance .....	5
<b>5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</b>	<b>5</b>
5.1    Liste des documents du dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	5
5.2    Renseignements complémentaires .....	6
5.3    Modifications de détails .....	6
5.4    Délai de validité des offres.....	6
<b>6. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
6.1    Documents à produire .....	7
6.2    Format des documents à remettre .....	9
6.3    Copie de Sauvegarde.....	10
<b>7. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>10</b>
7.1    Sélection des candidatures.....	10
7.2    Jugement des offres .....	10
<b>8. FORMALITES DE VERIFICATION DE L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI .....</b>	<b>12</b>
<b>9. NEGOCIATION.....</b>	<b>12</b>
<b>10. DECLARATION SANS SUITE .....</b>	<b>13</b>
<b>11. DROIT – LANGUE ET DEVISE APPLICABLES .....</b>	<b>13</b>

La présente consultation est établie par référence au code de la commande publique et notamment l'article L2125-1.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est le CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services dans sa version la plus récente (CCAG/FCS \_ arrêté du 30 mars 2021).

Ces textes sont disponibles sur le portail Internet « Légifrance » : <https://www.legifrance.gouv.fr>.

## 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Econamat des Armées (EdA), établissement public à caractère commercial et centrale d'achat du ministère des Armées (MINARM), représenté par son directeur général est< dénommé ci-après l'acheteur. Il est situé à l'adresse suivante :

ÉCONOMAT DES ARMÉES  
Direction Générale  
26 rue Delizy - 93507 PANTIN CEDEX

Les documents du marché de l'EdA sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse <http://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées par voie électronique via : <http://www.marches-publics.gouv.fr/>.

## 2. OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'achat de combustibles solides pour la cuisson au barbecue.

L'ensemble des prestations est décrit au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de l'accord-cadre à bons de commande.

### 2.2 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est la suivante :

Code principal CPV	Description
09111000-0	Charbon et combustibles à base de charbon

## 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1 Mode de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée (MAPA) en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique, en vigueur à la date de la consultation.

## 3.2 Allotissement - Variantes – Options

### 3.2.1 Variantes

Les variantes ne sont ni prévues ni autorisées.

### 3.2.2 Options

L'option prévue est la reconduction tacite, trois (3) fois douze (12) mois.

## 3.3 Conditions de participation

### 3.3.1 Forme juridique que devra revêtir un groupement de candidats attributaire

En cas de groupement, soit le groupement est solidaire, soit le groupement est conjoint avec le mandataire solidaire.

En application de l'article R. 2142-23 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché.

### 3.3.2 Possibilité de présenter plusieurs offres :

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas la possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni en tant que membre de plusieurs groupements.

### 3.3.3 Visite préalable des lieux d'exécution

Sans objet.

### 3.3.4 Titre – Expérience professionnelle – Certification - Habilitation

Sans objet.

## 4. CARACTERISTIQUES DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE

### 4.1 Nature et forme des accords-cadres à bons de commande

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande, sans minimum garanti, avec un montant total estimé à 100 000 € HT et un montant maximum fixé à 221 000 € HT sur quatre (4) ans, en application des articles L2125-1-1° et R2162-2, R2162-4, R2162-5, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

### 4.2 Durée – Prise d'effet

Les accords-cadres à bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification (date anniversaire). Ils sont conclus pour une durée initiale de douze (12) mois.

Ils sont tacitement reconductibles trois (3) fois, à chaque date d'anniversaire, pour une durée de douze (12) mois sans que leur durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, chaque reconduction est tacite et le titulaire ne peut la refuser. L'EdA peut s'opposer à la reconduction à condition d'en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux (2) mois avant la date de fin de la période en cours.

L'exécution des prestations débute à compter de l'émission du premier bon de commande.

### 4.3 Sous-traitance

La sous-traitance de la totalité des accords-cadres à bons de commande est interdite.

Le candidat devra pour cela se conformer notamment aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance dans les marchés publics.

## 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

### 5.1 Liste des documents du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes,
- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes,
- le Cadre de réponse (CR)

L'ensemble du DCE est disponible gratuitement pour tout candidat, par retrait sur le site internet de la PLACE (Plate-forme des Achats de l'Etat) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le retrait du DCE est gratuit.

Pour toute information liée à l'utilisation de la PLACE ou en cas de difficultés, le candidat dispose :

- D'un guide d'utilisation à la rubrique « aide »,
- D'une assistance téléphonique joignable au 01.76.64.74.07 de 9 h 30 à 19 h 00, du lundi au vendredi
- En cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique, d'un courriel d'assistance [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com):
  - Nota bene 1 : il est possible de télécharger le dossier sans s'identifier ; néanmoins, les éventuelles modifications de détails du dossier de consultation aux entreprises ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.
  - Nota bene 2 : le pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications de détails aux documents de consultations au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.
  - Nota bene 3 : filtres anti-spam : les courriels envoyés par la plateforme le sont depuis l'adresse électronique [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr). Il appartient au candidat de faire le nécessaire pour que les courriels envoyés depuis PLACE ne soient pas filtrés.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) adopté par un arrêté du 30 mars 2021, publié au JO n° 0078 le 1er avril 2021, dans sa version actualisée au jour de la publication du présent marché, qui s'applique au titre de l'accord-cadre à bons de commande concerné n'est pas fourni.

Il est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques#CCAG>

## 5.2 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront déposer leurs questions d'ordres administratif ou technique uniquement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ces questions devront être posées au plus tard six (6) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée, au plus tard, quatre (4) jours ouvrés avant la date limite de retour des offres à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

La nature et l'étendue de ces dernières seront alors signalées à l'ensemble des candidats.

Les candidats sont tenus de signaler toute imprécision ou omission du DCE.

## 5.3 Modifications de détails

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails ou des compléments au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir soulever aucune réclamation à ce sujet.

Pendant l'étude du dossier par les candidats, si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes (articles 5.2 et 5.3 alinéa 1) sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

## 5.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingt jours (180) à compter de la date limite de remise des offres.

En cas de négociation, le délai de validité des offres finales est de cent quatre-vingt jours (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres finales.

# 6. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### RECOMMANDATION

Il est de la responsabilité du candidat de s'assurer de la compatibilité de ses outils informatiques, avec la plateforme de dématérialisation.

L'attention du candidat est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux.

Il appartient à chaque candidat de tenir compte de la durée du téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont il dispose et de la taille des documents qu'il transmet.

Seules la date et l'heure de la fin d'acheminement font foi pour déterminer le caractère recevable ou hors délai d'une offre transmise par voie dématérialisée. Ainsi les offres qui seraient réceptionnées par le serveur après l'heure limite (même si le début de la transmission a été effectué avant cette heure) ne seront pas examinées et seront considérées comme « hors délai ».

En cas d'envois successifs, seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis.

## 6.1 Documents à produire

Chaque candidat produit un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

*D'une part, les documents relatifs à la candidature, conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique, à savoir :*

1- Présentation du candidat et de la candidature

soit :

- Le Document Unique de Marché Européen (DUME). Le formulaire DUME peut être rempli en ligne, sur l'un des sites suivants :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>

soit :

- les formulaires DC1 et DC2 disponibles à l'adresse suivante  
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> :
    - 1) Imprimé DC1 (version code de la commande publique 2019) : La lettre de candidature précisant les éventuels co-traitants ou contenu identique sur papier libre. Le candidat devra indiquer une adresse mail valide sur laquelle pourront éventuellement être envoyés les échanges électroniques.
    - 2) Imprimé DC2 (version code de la commande publique 2019) : la déclaration du candidat comprenant les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat.
  - une déclaration sur l'honneur certifiant :
    - N'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique
    - être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- 2- Le numéro INSEE ou à défaut un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou à la chambre des métiers (D1) ou un document équivalent pour les candidats non établis en France (datant de moins de 6 mois)
- 3- Pouvoir : document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate (tel que Kbis, ou délégation de pouvoir si cette personne n'apparaît pas au Kbis).
- 4- Attestation d'assurance : une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle signée, mentionnant :
- la période de validité ;
  - la nature des activités garanties ;
  - le nom de la compagnie et le n° de contrat ;
  - les plafonds éventuels de responsabilité.

En application des articles R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique, les entreprises ne sont pas tenues de produire les documents relatifs à la candidature, en cours de validité, s'ils sont laissés gratuitement à la disposition du pouvoir adjudicateur par le biais d'un système électronique administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage.

Le dossier de candidature doit alors fournir toutes les informations nécessaires à la consultation sur le système électronique ou l'espace de stockage numérique.

Remarques sur la candidature :

- A. Dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il lui sera demandé de prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre.
- B. En cas de groupement d'entreprises, chacun des membres du groupement doit remettre un dossier de candidature complet (dont un formulaire DC2 par cotraitant ou DUME) et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale ; un seul formulaire DC1 est remis lors de la candidature et est rempli par tous les cotraitants.  
Les conditions de paiement relatives au paiement en groupement sont décrites au Cahier des Clauses Administratives Particulières de l'accord-cadre à bons de commande considéré.

Le dossier de candidature doit alors fournir toutes les informations nécessaires à la consultation sur le système électronique ou l'espace de stockage numérique.

***D'autre part, les éléments relatifs à l'offre, à savoir :***

- 1. **L'Acte d'Engagement** : document ci-joint à compléter par toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires de l'accord-cadre à bons de commande considéré.
- 2. **L'annexe financière** à l'Acte d'Engagement : document ci-joint à compléter, sans aucune modification.

**Attention :**

**\* si les lignes non facultatives de l'annexe financière ne sont pas toutes complétées (tel qu'un prix non rempli), l'offre ne sera pas retenue.**

**\* de même en cas d'ajouts de prix, ou de modification des intitulés de prestations/fournitures, l'EdA se réserve la possibilité de ne pas retenir l'offre pour non-conformité.**

**\* si les produits désignés au bordereau de prix ne respectent pas les caractéristiques techniques dans sa désignation, l'offre ne sera pas retenue.**

**\* si les quantités estimées, définies par l'EdA, sont modifiées, l'offre ne sera pas retenue.**

- 3. **L'annexe logistique** à l'Acte d'Engagement : document ci-joint à compléter
- 4. **Le Cadre de réponse** en annexe de l'Acte d'Engagement : document ci-joint à compléter

**Il est impératif d'avoir la capacité de livrer aux conditions de l'accord-cadre à bons de commande, dans le cas contraire l'offre ne sera pas retenue.**

- 5. **La fiche technique et un échantillon** correspondant au produit proposé à l'annexe financière

Les candidats doivent impérativement déposer l'échantillon accompagné de sa fiche technique en format papier avant le :

**25 septembre 2025 – 12 h 00**

Les échantillons doivent être déposés à l'adresse suivante :

ECONOMAT DES ARMÉES  
Division Technique Produits Alimentaires  
26 rue Delizy  
93507 PANTIN CEDEX



Les modalités de réception des échantillons sont les suivantes :

- Jours et heures de réception des échantillons (sauf jours fériés) :
  - o du lundi au jeudi : 9h00/12h00 et 13h30/17h00 ;
  - o le vendredi : 9h00/12h30.
- Prise de rendez-vous :

Un rendez-vous est IMPERATIVEMENT pris au préalable auprès de la Direction France Distribution du pouvoir adjudicateur au :

- o 01.49.42.43.72 (assistante chef de produits), Bahiya BOUZIDI : [bahiya.bouzidi@economat-armees.fr](mailto:bahiya.bouzidi@economat-armees.fr)
- o 01.49.42.43.89 (chef de produit), Hervé ANGER : [hervé.anger@economat-armees.fr](mailto:hervé.anger@economat-armees.fr)

6. **La déclaration d'absence de conflits d'intérêts** en annexe de l'Acte d'Engagement : document ci-joint à compléter

7. **L'engagement déontologique** en annexe de l'Acte d'Engagement : document ci-joint à compléter

8. **La fiche fournisseur** en annexe du présent Règlement de Consultation : document ci-joint à compléter

Signature des documents : dans le cadre de la dématérialisation, **les documents remis ne sont pas signés**. Ils seront signés électroniquement avec le titulaire retenu.

Le dépôt d'une offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement. Le refus de signer, ou la renonciation à exécuter une fois **l'accord-cadre à bons de commande** signé pourra entraîner la mise en cause de la responsabilité du candidat ou titulaire, sans indemnité en cas d'abandon de la procédure ou résiliation **de l'accord-cadre à bons de commande** non encore exécuter, et sans recours pour ces motifs contre l'éventuelle notification du second candidat dans l'ordre d'attribution.

## 6.2 Format des documents à remettre

Les réponses à la consultation doivent impérativement être déposées en version dématérialisée, sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les documents (en compatibilité avec Windows 10 à minima) sont fournis dans l'un des formats suivants :

- Format Word (.doc) dont la version est au minimum Word 6.0 ;
- Format Excel (.xls) dont la version est au minimum Excel 5.0 ;
- Format Acrobat (.pdf) dont la version est au minimum Acrobat 4.0 ;
- Format RTF (.rtf) ;

Les fichiers sont nommés ci-après "nom\_fichier.ext" (exemples : DC1.ext, AE.ext, mémoire.ext) où ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plateforme (ex. : .doc, .pdf, ...).

Les candidats doivent déposer leur offre impérativement avant le

**25 septembre 2025 – 12 h 00**

Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de l'offre a été réalisée avec succès leur est transmis, puis un accusé de réception leur est adressé par courriel validant leur dépôt à la date et l'heure d'arrivée de la transmission. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

### 6.3 Copie de Sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'article 2132-11 du code de la commande publique, le candidat peut, s'il le souhaite, adresser parallèlement une copie de sauvegarde à l'EdA

Reprenant strictement les mêmes éléments que le dossier principal, ladite copie doit impérativement être faite sur support physique électronique (Clé USB) ou, le cas échéant, sur support papier.

Elle doit parvenir dans les délais impartis pour la réception des plis et être placée dans un pli scellé comportant l'objet de la consultation et la mention lisible : « copie de sauvegarde » ainsi que la référence du pli déposé sur la plate-forme « <https://www.marches-publics.gouv.fr/> ».

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« **DCE 2025-0897 / COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR** », et être envoyée par tout moyen permettant de donner une date avérée à sa réception ou déposée contre récépissé (du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30) à l'adresse suivante :

**Economat des Armées**  
**Direction des Achats – Cellule d'Appui**  
**26 rue Delizy**  
**93507 PANTIN CEDEX**  
(2<sup>ème</sup> étage, Bureau A205 – Tél. : 01.49.42.64.54 ou 55)  
[secretariat.cao@economat-armees.fr](mailto:secretariat.cao@economat-armees.fr)

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque l'EdA a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à l'EdA dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais. Dans ce cas, seule cette copie de sauvegarde fait foi.

## 7. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

### 7.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date limite de remise des offres.

Les candidatures conformes et recevables sont examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer la situation juridique ainsi que les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

La sélection des candidatures est effectuée dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique.

Les critères de sélection des candidatures sont :

- Dossier administratif complet ;
- Adéquation des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles avec l'objet d'accord-cadre à bons de commande considéré.

### 7.2 Jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 et suivants du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Le jugement des offres est effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et donne lieu à un classement en fonction de la pondération suivante :

- **Critère financier : 55 points**

La valeur financière de l'offre est jugée sur **55 points** au regard des réponses aux conditions financières et logistiques (annexes 1 et 2 de l'AE), et s'apprécie sur la base des sous-critères suivants :

- **Le montant total des prix** (40 points)
- **Les conditions financières minimales pour bénéficier d'un franco de port et le montant des frais en cas de non atteinte du minimum** (15 points)

La méthode de notation financière utilisée est la formule de GRAMP. Cette dernière attribue la note maximale au candidat le moins disant (prix le plus bas) ; les notes des autres candidats sont proportionnées à la note du candidat de rang 1 rapportées à la pondération maximale de la valeur financière.

- **Critère technique : 40 points**

La valeur technique de l'offre est jugée sur **40 points**, au regard du contenu des fiches techniques et des échantillons fournis en réponse aux exigences de la notice technique (annexe 1 du CCP) et des réponses données dans le cadre de réponse (CR), (annexe 3 de l'AE) et à l'annexe logistique (annexe 2 de l'AE).

La valeur technique est basée sur les sous-critères listés ci-après :

- **Qualité de l'offre produits** (20 points) -FICHE TECHNIQUE + ECHANTILLON
  - *Qualité et conformité de l'information technique*
  - *Qualité et conformité des échantillons*
  - *Disponibilité (durée minimale de référencement) des articles du BPU*
- **Valeur technique de l'offre services** (10 points) – CADRE DE REPONSE
  - *Délais d'exécution (transmission des informations logistiques, délais de livraison...)*
  - *Qualité de l'organisation interne (interlocuteur dédié, délais de livraison, SAV...)*
- **Pertinence de l'organisation logistique** (10 points) – ANNEXE LOGISTIQUE
  - *Capacité à échanger en EDI*
  - *Qualité et pertinence des informations logistiques fournies*

La notation de l'offre produits est effectuée par l'attribution de points en fonction du niveau de respect des exigences cibles spécifiées à la notice technique.

La méthode de notation technique de l'offre services et de l'organisation logistique est constituée de l'addition des points octroyés à chaque question présente au Tableau de Présentation des Offres et à l'Annexe Logistique, rapportée proportionnellement à la pondération maximale du critère technique.

- **Critère RSE : 5points - CADRE DE REPONSE**

La pertinence de la politique de Responsabilité Sociétale et Environnementale du candidat est appréciée au regard des réponses apportées au cadre de réponse (annexe 3 de l'AE)

La valeur RSE est basée sur les sous-critères suivants :

- **Pratiques socio-responsables** (2,5 points)
- **Pratiques éco-responsables** (2,5 points)

En cas d'égalité dans la notation globale entre plusieurs candidats, le candidat ayant la meilleure notation technique l'emporte.

L'Acheteur écarte d'office (rejet) toute offre dont la note est inférieure ou égale à la moyenne qui est de 50 points.

## 8. FORMALITES DE VERIFICATION DE L'ATTRIBUTAIRE PRESENTI

En application de l'article R.2144-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre à bons de commande considéré est définitivement attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci produise, dans les dix (10) jours suivants la notification d'attribution, les documents détaillés ci-dessous :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au 1° de l'article R2143-3 du code de la commande publique ;
- les certificats sociaux suivants : attestation URSSAF/AGEFIPH ou RSI, versement régulier des cotisations de congés payés et de chômage intérimaires ;
- les certificats fiscaux suivants : impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, impôt sur la valeur ajoutée ;
- le cas échéant, en cas de redressement judiciaire la copie du ou des jugements prononcés ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail sur le travail dissimulé.

Bien que les documents précités ne soient exigibles qu'auprès de l'attributaire de l'accord-cadre à bon de commande, il est fortement conseillé aux candidats de se doter de ces documents dès qu'ils soumissionnent à une procédure soumise au code de la commande publique.

En cas de cotraitance ou sous-traitance, ces éléments sont à fournir par chaque cotraitant et sous-traitant.

Le **non-respect** de ces formalités relatives aux attestations et certificats dans un délai maximum de **dix (10) jours** à compter de la demande du pouvoir adjudicateur entraîne le **rejet de l'offre**. La même demande est alors faite au candidat suivant dans le classement des offres.

Pour rappel, le candidat retenu est informé que les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, sont à remettre à l'acheteur tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité (chaque année).

## 9. NEGOCIATION

Suite à l'analyse des offres initiales, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier, comme de ne pas négocier les offres initiales remises.

En cas de négociation, le délai de validité des offres finales est de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres finales. Cf. Art 5.4.

**Si la négociation a lieu à l'issue de l'analyse des offres initiales**, les négociations écrites ou via des auditions résultent d'échanges écrits (via la PLACE). Elles peuvent porter sur tous les aspects techniques et financiers de l'offre. A l'issue des négociations, les candidats doivent remettre une nouvelle offre qui donne lieu à une nouvelle analyse et à un nouveau classement. Le candidat obtenant la meilleure note est déclaré attributaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné

Les critères et sous-critères demeurent inchangés pour l'analyse des offres finales

**Si la négociation n'a pas lieu à l'issue de l'analyse des offres initiales**, le classement initial devient le classement final et le candidat obtenant la meilleure note est déclaré attributaire.

Cette négociation, si elle a lieu, se fait dans les deux (2) semaines suivant la date limite de remise des offres.

## **10. DECLARATION SANS SUITE**

L'EdA peut décider de ne pas donner suite à la présente consultation pour un motif d'intérêt général. Dans l'hypothèse où l'EdA déciderait de la déclarer sans suite, les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité de ce fait.

## **11. DROIT – LANGUE ET DEVISE APPLICABLES**

### **11.1.1 Procédure de recours**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Montreuil est compétent :

Tribunal Administratif de Montreuil  
7 rue Catherine Puig - 93100 Montreuil  
Téléphone : 01 49 20 20 00 - Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

### **11.1.2 Langue et devise**

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en français, ou traduits en français s'ils émanent d'une autorité étrangère.

Les indications monétaires présentes dans les candidatures et les offres sont établies en Euros.